

REVUE DE PRESSE



COMITE EUROPEEN D'ORIENTATION DE NOTRE EUROPE

18 et 19 novembre 2011 – Paris

Contact Presse : Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 0033 1 44 58 97 84

Le Comité européen d'Orientation de Notre Europe

Le Comité européen d'Orientation de *Notre Europe* CEO, se réunit annuellement autour de différentes personnalités européennes de haut niveau dans le but d'émettre des pistes de réflexion pour l'avenir de la construction de l'Union et pour le programme de travail de Notre Europe.

Vendredi 18 novembre 2011 a eu lieu le dîner-débat annuel du CEO, à l'automobile Club, à Paris. L'invité d'honneur de cette soirée était Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC et également Président d'honneur de Notre Europe. Il a prononcé un discours intitulé : « ***L'économie-monde - Où en est-elle ? Où va-t-elle ? Et l'Europe face à cette mutation ?*** » qui a laissé place par la suite à une série d'interventions.

Samedi 19 novembre 2010 s'est réuni, à la Maison des Polytechniciens à Paris, le Comité européen d'orientation de *Notre Europe*. Cette réunion, traditionnellement présidée par Jacques Delors, Ancien Président de la Commission européenne et Président fondateur du think tank *Notre Europe*, s'est déroulée sous la personne d'Antonio Vitorino, Président actuel de Notre Europe, ancien commissaire européen et ancien ministre portugais, et de plus de quarante participants.

Cette année, les débats ont porté sur :

- « ***Schengen et l'immigration*** »
- « ***Des institutions et des hommes*** »
- « ***Le dilemme rigueur financière / stagnation économique*** »

La déclaration

A l'issue des débats des journées du CEO, une déclaration a été adoptée par l'ensemble des participants. Cette année, cette déclaration intitulée « ***La rigueur, mais aussi la croissance*** » a rendu hommage, entre autres, à Tommaso Padoa-Schioppa, ancien Président de Notre Europe et décédé le 18 décembre 2010.

Les publications :

La déclaration du Comité européen d'Orientation a été proposée à de nombreux titres de presse en Europe. Elle a été publiée au cours de la semaine suivante dans : Publico (Portugal), Handelsblatt (Allemagne), Le Figaro (France), Le Temps (Suisse), The Independent (Royaume-Uni), La Repubblica (Italie), NEurope (Grèce), Phileftheros (Chypre)

Sommaire

Le programme du Comité européen d’Orientation

Les participants

La déclaration

Les publications de la déclaration

- Publico (Portugal) – 20 novembre 2011
- Handesblatt (Allemagne) – 21 novembre 2011
- Le Figaro (France) – 22 novembre 2011
- Le Temps (Suisse) – 22 novembre 2011
- La Repubblica (Italie)
- The Independent (Royaume-Uni)
- New Europe (UE)
- Phileftheros (Chypre)

Comité européen d'orientation 18 et 19 novembre 2011

Programme

Vendredi 18 novembre

Automobile Club, 6 place de la Concorde, 75008 Paris

- 19h00 Cocktail
- 20h00 Diner débat : « ***L'économie-monde*** - Où en est-elle ? Où va-t-elle ? Et l'Europe face à cette mutation ? »
- Débat introduit par **Pascal Lamy**, Directeur général de l'OMC

Samedi 19 novembre

Maison des Polytechniciens, 12 rue de Poitiers, 75007 Paris

- 9h00 **Accueil**
- 9h15 Introduction par **Jacques Delors**
- 9h30 « ***Schengen et l'immigration*** »
- Débat introduit et animé par **António Vitorino**, Président de Notre Europe
- 11h00 « ***Des institutions et des hommes*** »
- Débat avec :
- Josep Borrell Fontelles**, Président de l'Institut universitaire européen Florence
- Niels Erbsbøll**, Ambassadeur, Secrétaire Général honoraire du Conseil des Ministres de l'UE
- Guy Verhofstadt**, Président du groupe ALDE au Parlement européen
- animé par **Gaëtane Ricard-Nihoul**, Analyste politique à la Représentation de la Commission européenne en France
- 12h30 Déjeuner

14h00 **« Le dilemme rigueur financière / stagnation économique »**

Débat avec :

Pervenche Berès, Membre du Parlement européen

Laurence Boone, Directrice European Economics Research, Bank of America

Daniela Schwarzer, Directrice du département de recherches sur l'intégration européenne, Stiftung Wissenschaft und Politik

animé par **Jean Christophe Ploquin**, journaliste à *La Croix*

16h00 **« Aux Etats la rigueur, à l'UE la croissance » (Tommaso Padoa-Schioppa)**

Conclusions et adoption de la déclaration finale du CEO

Débat introduit et animé par **Yves Bertoncini**, Secrétaire général de Notre Europe

17h00 **Fin du CEO**



Comité européen d'orientation 19 novembre 2011

Liste des participants

Enrique Barón-Crespo, Ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des socialistes européens

Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen

Yves Bertoncini, Secrétaire général de Notre Europe

Joachim Bitterlich, Vice Président Exécutif des Affaires Internationales, Veolia environnement Paris, Vice Président de Notre Europe

Laurence Boone, Chef Economiste Europe à la Bank of America Merrill Lynch

Josep Borrell Fontelles, Président de l'Institut universitaire européen de Florence, Ancien Président du Parlement européen

Jean-Louis Bourlanges, Ancien député européen

Laurent Cohen-Tanugi, Avocat et essayiste

Etienne Davignon, Ministre d'Etat belge, ancien Vice Président de la Commission européenne

Pierre Defraigne, Directeur exécutif de la Fondation Madariaga du Collège d'Europe

Renaud Dehousse, Directeur du Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Jacques Delors, Ancien Président de la Commission européenne, Président fondateur de Notre Europe

Niels Erbsbøll, Ambassadeur, Secrétaire Général honoraire du Conseil des Ministres de l'UE

Elisabeth Guigou, Députée, ancienne Ministre française

Klaus Hänsch, Ancien Président du Parlement européen

Pascal Lamy, Directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce, ancien Commissaire européen, Président d'honneur de Notre Europe

Philippe Lagayette, Président de la Fondation de France, Vice-président et senior advisor de la banque Barclay Capital

Eneko Landaburu, Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne au Royaume du Maroc

Pierre Lepetit, Inspecteur des Finances, Vice Président de Notre Europe

Père Henri Madelin, Jésuite, Centre Sèvres

Vitor Martins, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre portugais

Jean Nestor, Ancien Secrétaire général de Notre Europe

Riccardo Perissich, Ancien Directeur général à la Commission européenne

Alojz Peterle, Député européen, ancien Premier ministre de la Slovénie

Jean Pisani-Ferry, Directeur de Bruegel

Julian Priestley, Ancien Secrétaire général du Parlement européen

Romano Prodi, Ancien Président de la Commission européenne et ancien Président du Conseil italien

Antonio Puri Purini, Conseiller du Président italien, ancien ambassadeur de l'Italie en Allemagne

Gaëtane Ricard-Nihoul, Analyste politique à la Représentation de la Commission européenne en France, ancienne Secrétaire générale de Notre Europe

Maria João Rodrigues, Conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, Professeur à l'Université de Lisbonne, ancienne Ministre portugaise

Philippe de Schoutheete, Ancien Représentant permanent de la Belgique auprès de l'UE, Directeur du Département Europe à l'Institut Egmont

Daniela Schwarzer, Directrice du département de recherches sur l'intégration européenne, Stiftung Wissenschaft und Politik

Stefano Silvestri, Président de l'Istituto Affari Internazionali

Pedro Solbes, Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), ancien ministre espagnol, ancien Commissaire européen

Antoinette Spaak, Ministre d'Etat belge, ancienne députée européenne

Christian Stoffaës, Président du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

Christine Verger, Directrice des relations avec les Parlements nationaux au Parlement européen, ancienne Secrétaire générale de Notre Europe

Antonio Vitorino, Avocat, ancien Commissaire européen, Président de Notre Europe

« La rigueur, mais aussi la croissance »

Déclaration du Comité européen d'orientation de Notre Europe

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne (UE) et ses États membres face à un dilemme redoutable : il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

« Aux États la rigueur, à l'Europe la croissance » : cette formule de Tommaso Padoa-Schioppa¹ n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en œuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auquel il s'agit d'accorder une priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses États membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10% au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique. L'UE doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro, comme une source de croissance : elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012.

L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, 20 ans après l'échéance mobilisatrice de « 1992 », afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son Acte pour le marché unique, la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4% du PIB pouvait être obtenu au cours des 10 prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective : il appartient aux États membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de

¹ Ancien Ministre de l'économie italien, ancien membre du Directoire de la BCE, Président de Notre Europe entre 2005 et le 18 décembre 2010, date de son décès.

croissance. Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE. Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équivalente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE, et plus spécifiquement la Banque européenne d'investissement (BEI), s'engagent directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints États membres. La BEI est bien placée pour émettre de telles obligations, et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportés par les États membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes : la mobilisation conjointe de ces 3 outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce « paquet pour la croissance » est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses États membres et de ses citoyens.

Espaço público

Tribuna Declaração do Comité europeu de orientação do think tank *Notre Europe*

Rigor, mas também crescimento

A crise da dívida que atinge a maioria dos países ocidentais coloca a União Europeia (UE) e os seus Estados-membros perante um grande dilema: os Estados devem, por um lado, implementar programas de ajustamento orçamental e de reformas estruturais e, por outro lado, preservar as suas perspectivas de crescimento, de modo a oferecer um horizonte de esperança aos seus cidadãos.

“Aos Estados a austeridade, à Europa o crescimento”: esta fórmula de Tommaso Padoa-Schioppa (1) não oculta a necessidade de enfrentar este dilema ao nível nacional implementando reformas profundas, integrando objectivos de redução das desigualdades, e assim de promoção de um crescimento sustentável. A fórmula insiste, contudo, no valor acrescentado das intervenções da UE, que devem constituir uma prioridade, por razões económicas, sociais e políticas.

As regras do Pacto de Estabilidade e Crescimento devem naturalmente ser respeitadas, actualmente como no passado, seja por respeito pelas gerações futuras como para não colocar a sua soberania nas mãos dos credores privados. Mas a UE não pode ser unicamente vista como uma comunidade que constrói, por meios jurídicos ou políticos, os Estados-membros a lutarem contra os seus défices públicos. A UE deve também, em complemento do papel essencial que cada Estado-membro deve desempenhar, contribuir para responder aos desafios do desemprego — que ultrapassou a barreira dos 10% ao nível europeu — e da desaceleração global da actividade económica. A UE deve também aparecer, para além da zona euro, como uma fonte de crescimento: ela está particularmente bem colocada para agir neste domínio, sobretudo tendo em consideração as decisões cruciais que deverá tomar em 2012.

A UE deve assim completar o aprofundamento do mercado único, 20 anos após o objectivo mobilizador de “1992”, de modo a tirar partido de um potencial de crescimento e de criação de empregos ainda subexplorado. Como sublinhou o relatório de Mario Monti em 2010, há ainda muito a fazer, nomeadamente em matéria de serviços, de economia digital e de mercados públicos. E é



Jacques Delors
Antigo presidente da Comissão Europeia



António Vitorino
Advogado, antigo comissário europeu

certamente possível fazê-lo de uma forma equilibrada, atribuindo a devida importância aos objectivos sociais e ambientais. No seu Acto para o Mercado Único, a Comissão Europeia estimou que é possível alcançar um acréscimo de crescimento potencial de pelo menos 4% do PIB ao longo dos próximos 10 anos. Para tal, a Comissão insiste na necessidade de acelerar o ritmo: cabe agora aos Estados-membros e ao Parlamento europeu estarem à altura deste primeiro desafio.

A UE deve também tirar partido da adopção no próximo ano do seu novo quadro financeiro plurianual, uma vez que o orçamento comunitário, embora sendo em primeiro lugar um instrumento de solidariedade, é também uma ferramenta para estimular o crescimento. O orçamento da UE deve assim contribuir de uma forma acrescida ao desenvolvimento de programas europeus de investigação assim como ao aprofundamento do mercado único, nomeadamente através do financiamento de infra-estruturas de interesse comum no domínio dos transportes, da energia e das telecomunicações. Neste âmbito, é fundamental que os 50 mil milhões de euros propostos pela Comissão para o período 2014-2020 sejam aprovados em 2012 e que sejam de seguida investidos em parceria com financiamentos privados, de modo a reforçar o efeito multiplicador do orçamento da UE. É também essencial que, após ter acordado uma utilização mais flexível e antecipada dos fundos estruturais destinados aos países em dificuldade, a UE mobilize imediatamente uma quantia equivalente que esteja ao serviço das infra-estruturas de interesse comum. Este gesto excepcional permitiria reequilibrar o efeito depressivo das medidas de saneamento orçamental em curso.

Em complemento destas intervenções orçamentais, é por fim necessário que a UE, e mais especificamente o Banco Europeu de Investimento (BEI), se comprometa com a emissão de obrigações dedicadas ao financiamento de despesas de futuro, principalmente em matéria de infra-estruturas e ambiente. A emissão destas obrigações europeias pode de facto responder às grandes necessidades de investimento identifica-



das na Europa, uma vez que estas despesas estão prestes a serem sacrificadas em vários Estados-membros. O BEI tem uma posição privilegiada para emitir tais obrigações. De forma a permitir um aumento da sua capacidade de financiamento anual para 200 mil milhões de euros (contra cerca de 80 actualmente), os Estados-membros deveriam reforçar o seu capital e as garantias que lhe acordam.

Mercado único, orçamento comunitário, obrigações europeias: a mobilização conjunta destas três ferramentas permitirá gerar um acréscimo de actividade quase imediato assim como importantes benefícios em termos de crescimento endógeno a médio prazo. Este “pacote para o crescimento” é mais do que nunca indispensável para, por um lado, conter as incidências económicas e sociais fortemente negativas que induziria o prolongamento da falta de acção europeia e, por outro lado, para reforçar a legitimidade da UE perante os seus Estados-membros e cidadãos.

Assinam também este texto: Alojz Peterle, Ana de Palacio, Antoinette Spaak, Antonio Puri Purini, Christian Stoffer, Christine Verger, Daniela Schwarzer, Elisabeth Guigou, Eneko Landaburu, Enrique Barón-Crespo, Etienne Davignon, Gaëtan Ricard-Nihoul, Guy Verhofstadt, Jean Baptiste de Foucauld, Jean Nestor, Jean-Louis Boulanger, Joachim Bitterlich, Josep Borrell Fontelles, Julian Priestley, Klaus Hänsch, Laurence Boone, Laurent Cohen-Tanugi, Maria João Rodrigues, Niels Erbsjoll, Pascal Lamy, Pedro Solbes, Pervenche Berès, Philippe de Schoutheete, Philippe Lagayette, Pierre Defraigne, Pierre Lepetit, Renaud Dehoussé, Riccardo Perissich, Romano Prodi, Stefano Manservigi, Stefano Silvestri, Sylvie Goulard, Vitor Martins, Yves Bertoncini.

1) Antigo ministro da Economia italiano, antigo membro do Directório do Banco Central Europeu, Presidente do think tank *Notre Europe*, de Junho de 2005 até Dezembro de 2010. O Comité europeu de orientação do think tank *Notre Europe* reuniu-se ontem em Paris sob a presidência de António Vitorino

É necessário que a UE se comprometa com a emissão de obrigações dedicadas ao financiamento de despesas de futuro

Disziplin und Wachstum

Jacques Delors plädiert für neue Impulse für die EU durch Forschungsprogramme und Infrastrukturprojekte.

Die Schuldenkrise, die die meisten westlichen Länder erschüttert, stellt die Europäische Union (EU) und ihre Mitgliedstaaten vor ein gefährliches Dilemma: Einerseits müssen sie Haushaltsanpassungen und strukturelle Reformen antreiben, andererseits müssen sie die Aussichten auf ein Wirtschaftswachstum erhalten, um den Bürgerinnen und Bürgern einen Zukunftshorizont zu öffnen.

„Den Staaten die Haushaltsdisziplin, Europa das Wachstum“: Diese Formel von Tommaso Padoa-Schioppa verschleierte nicht die Notwendigkeit, ein solches Dilemma auf nationaler Ebene durch tiefgreifende Reformen zu bekämpfen, die als Ziele die Reduzierung der Ungleichheiten und die Förderung eines nachhaltigen Wachstums beinhalten. Sie unterstreicht jedoch den Mehrwert der Maßnahmen, denen aus wirtschaftlichen, sozialen und politischen Gründen eine absolute Priorität zukommt.

Selbstverständlich müssen die Regeln des Stabilitätspakts respektiert werden, heute ebenso wie früher, allein schon aus Rücksicht auf zukünftige Generationen und um die Souveränitätsausübung nicht privaten Gläubigern zu überlassen. Doch die EU ist mehr als nur eine Staatengemeinschaft, die aufgrund rechtlicher oder politischer Sachzwänge dazu gezwungen ist, Haushaltsdefizite zu untersagen. Sie muss auch zur Meisterung einer doppelten Herausforderung beitragen: die der Arbeitslosigkeit, die auf EU-Ebene die Zehn-Prozent-Marke überschritten hat, und die der allgemein sich abschwächenden Wirtschaftskonjunktur. Die EU muss - auch über den Euro-Raum hinaus - als Wachstumsquelle wahrgenommen werden.

20 Jahre nach dem Meilenstein „1992“ muss die EU ihre Bemühungen zur Vertiefung des Binnenmarktes vollenden, um das noch teilweise brachliegende Wachstums- und Beschäftigungspotenzial besser auszuschöpfen. Wie von Mario Monti in seinem Bericht aus dem Jahr 2010 betont wurde, gibt es noch viel

zu tun, insbesondere im Bereich der Dienstleistungen, der digitalen Wirtschaft und bei öffentlichen Auftragsvergaben. Es ist durchaus möglich, die Ziele mittels einer ausgewogenen Vorgehensweise umzusetzen, die sozialen Aspekten und dem Umweltschutz den ihnen gebührenden Platz einräumt. Die EU-Kommission schätzt, dass in den nächsten zehn Jahren ein potenzieller Wachstumszuwachs von mindestens vier Prozent des Bruttoinlandsprodukts erzielt werden kann. Sie

schlug kürzlich vor, das Tempo zu beschleunigen.

Die EU sollte die bevorstehende Verabschiedung ihres neuen mehrjährigen Finanzrahmens nutzen, der zwar in erster Linie ein Instrument der Solidarität darstellt, aber gleichzeitig als Konjunkturinstrument wirkt. Der EU-Haushalt muss daher einen höheren Beitrag zum Ausbau europäischer Forschungsprogramme leisten, gleichzeitig verstärkt die Vertiefung des Binnenmarktes begleiten, ins-

besondere durch die Finanzierung von dem europäischen Gemeinwohl dienenden Infrastrukturprojekten in den Bereichen Transport, Energie und Kommunikation. Entscheidend ist, dass der von der Kommission für den Zeitraum 2014 bis 2020 vorgeschlagene Betrag von 50 Milliarden Euro im Jahr 2012 genehmigt und anschließend in einer Partnerschaft mit privaten Finanzierungsträgern eingesetzt wird, um die Hebelwirkung des EU-Haushalts zu verstärken.

Ebenso wichtig ist es jedoch, dass die EU, nachdem sie einen flexibleren und vorgezogenen Einsatz der Strukturfonds für wirtschaftlich geschwächte Länder beschlossen hat, sofort einen Betrag in gleicher Höhe für Infrastrukturmaßnahmen mobilisiert. Eine solche außergewöhnliche Geste schafft ein Gegengewicht zur wachstumshemmenden Wirkung der derzeitigen Sparprogramme der Mitgliedstaaten.

Ergänzend zu diesen haushaltspolitischen Maßnahmen muss sich die EU, und insbesondere die Europäische Investitionsbank (EIB), für die Emission von Anleihen zur Finanzierung von Zukunftsaufgaben einsetzen, insbesondere in den Bereichen Infrastruktur und Umweltschutz. Durch die Emission solcher EU-Anleihen kann der in Europa bestehende hohe Investitionsbedarf abgedeckt werden.

Binnenmarkt, EU-Haushalt, europäische Anleihen: Durch den gleichzeitigen Einsatz dieser Instrumente kann nahezu umgehend ein endogenes Wachstum generiert werden. Dieses Wachstumspaket ist heute notwendiger als je zuvor, sowohl, um die negativen wirtschaftlichen und sozialen Folgen einer anhaltenden europäischen Konjunkturschwäche aufzufangen, als auch, um die Legitimität der EU in den Augen ihrer Mitgliedstaaten und ihrer Bürgerinnen und Bürger zu stärken.

Die Autoren sind Jacques Delors und Antonio Vitorino vom Steering Committee der Stiftung Notre Europe. Sie erreichen sie unter: gastautor@handelsblatt.com

Mart Klein

Handelsblatt Shop

Schenken Sie etwas Besonderes:
Jetzt Geschenkkideen entdecken!

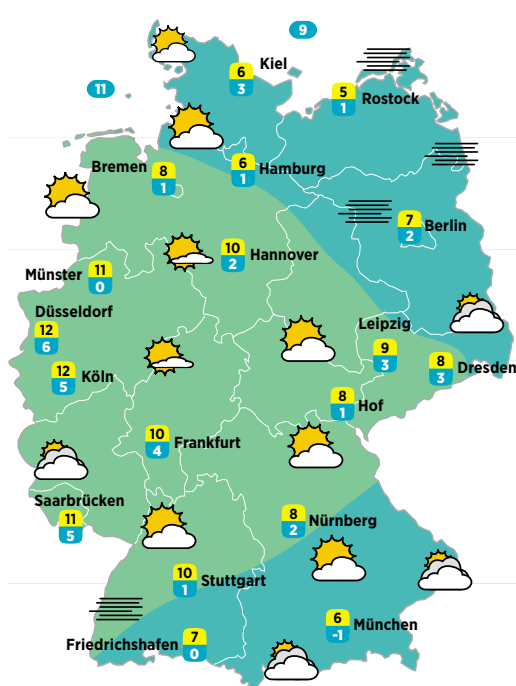
Lassen Sie sich inspirieren:
www.handelsblatt-shop.com

BUSINESS-WETTER 21.11.

Deutschland

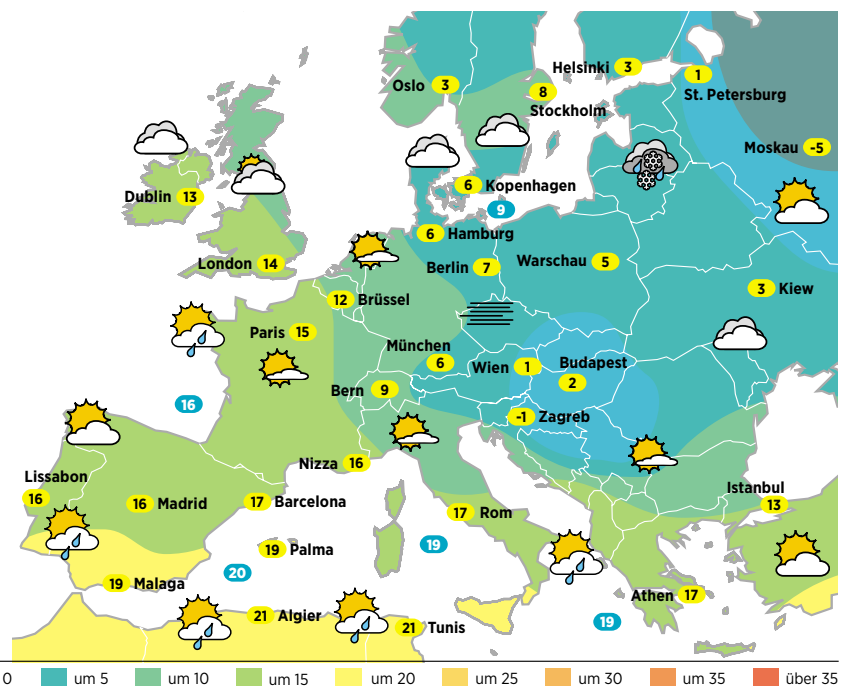
Deutschland liegt weiterhin im Einflussbereich des Hochdruckgebiets Yana, dessen Zentrum sich über Osteuropa befindet. Dabei gibt es oft wieder Nebel oder Hochnebel, der sich bis zum Nachmittag nur teilweise auflöst und die Sonne durchlässt. Außerhalb sowie oberhalb der Nebelfelder scheint die Sonne, am meisten Sonnenschein ist im Bergland und am Alpenrand zu erwarten. Die Höchstwerte liegen bei 4 bis 12 Grad, mit den höchsten Werten im höheren Alpenvorland und im Südwesten. Der Wind weht überwiegend schwach, bevorzugt aus Südost.

Darmstadt	wolkig	9°
Dortmund	heiter	12°
Duisburg	heiter	11°
Essen	heiter	12°
Hildesheim	heiter	10°
Mannheim	wolkig	9°
Potsdam	Nebel	6°
Sylt	wolkig	7°
Wolfsburg	wolkig	8°



Welt

Amsterdam	10°
Bangkok	34°
Buenos Aires	27°
Chicago	7°
Genf	13°
Hongkong	24°
Johannesburg	25°
Kairo	20°
Kapstadt	20°
Los Angeles	15°
Mailand	8°
Manila	32°
Mexiko Stadt	26°
Miami	26°
New York	13°
Peking	10°
Prag	7°
Stockholm	8°
Tokio	14°
Washington	17°
Wien	1°
Zürich	8°



unter 0 um 0 um 5 um 10 um 15 um 20 um 25 um 30 um 35 über 35
Handelsblatt | Mehr Wetter unter www.handelsblatt.com/wetter | Quelle: wetter-deutschland.com

Jacques Delors
et Antonio
Vitorino*

L'ancien président
de la Commission
européenne
et le président
du think-tank
Notre Europe rappellent
les outils dont dispose
l'UE pour générer
un surcroît d'activité.

Europe: la rigueur, mais aussi la croissance

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne (UE) et ses États membres face à un dilemme redoutable : il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

« Aux États la rigueur, à l'Europe la croissance » : cette formule de l'ancien ministre de l'Économie italien Tommaso Padoa-Schioppa n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en œuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auxquelles il s'agit d'accorder une

priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses États membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10 % au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique. L'UE

le marché unique, la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4 % du PIB pourrait être obtenu au cours des dix prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective : il appartient aux États membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de croissance.

« Il faut enfin que la Banque européenne d'investissement (BEI) s'engage directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement »

doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro, comme une source de croissance elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012. L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, vingt ans après l'échéance mobilière de « 1992 », afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son acte pour

Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE. Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équi-

valente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE et, plus spécifiquement, la Banque européenne d'investissement (BEI) s'engagent directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints États membres. La BEI est bien placée pour émettre de telles obligations et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportées par les États membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes : la mobilisation conjointe de ces trois outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce « paquet pour la croissance » est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses États membres et de ses citoyens.

* Tribune cœquignée avec l'ensemble du comité d'orientation de Notre Europe <http://www.notre-europe.eu>



Maintenir le budget européen pour la stabilité et la croissance

Par Jacques Delors, Antonio Vitorino et al.

Le potentiel de croissance n'est pas épuisé. Il est possible de l'exploiter par une démarche équilibrée. C'est là que la Commission entre en jeu: son budget, s'il est repourvu, peut conjurer les effets des politiques d'assainissement en cours dans les Etats membres. Par le think tank Notre Europe

La crise de la dette qui secoue la plupart des pays occidentaux place l'Union européenne et ses Etats membres face à un dilemme redoutable: il leur faut à la fois engager des programmes d'ajustement budgétaire et de réformes structurelles, mais aussi veiller à préserver leurs perspectives de croissance, afin d'offrir un horizon d'espoir à leurs citoyens.

«Aux Etats la rigueur, à l'Europe la croissance»: cette formule de Tommaso Padoa-Schioppa n'occulte pas la nécessité d'affronter un tel dilemme au niveau national en mettant en œuvre des réformes profondes, intégrant des objectifs de réduction des inégalités, et donc de promotion d'une croissance soutenable. Elle insiste cependant sur la valeur ajoutée des interventions de l'UE, auquel il s'agit d'accorder une priorité majeure, pour des raisons économiques, sociales et politiques.

Les règles du pacte de stabilité doivent naturellement être respectées, aujourd'hui comme hier, ne serait-ce qu'au regard des générations futures et pour ne pas aliéner la maîtrise de sa souveraineté aux créanciers privés. Mais l'UE ne saurait être uniquement assimilée à une Communauté proscrivant les déficits par la contrainte, qu'elle soit juridique ou politique. Elle doit aussi, en complément du rôle essentiel joué par chacun de ses Etats membres, contribuer à répondre aux défis du chômage, qui a franchi la barre des 10% au niveau européen, et du ralentissement global de l'activité économique. L'UE doit aussi apparaître, au-delà de la zone euro,

comme une source de croissance: elle est d'autant mieux placée pour agir sur ce registre au regard des décisions cruciales qu'elle a à prendre en 2012.

L'UE doit ainsi achever l'approfondissement du marché unique, 20 ans après l'échéance mobilisatrice de «1992», afin de mieux tirer parti d'un potentiel de croissance et d'emplois encore sous-exploité. Comme le rapport de Mario Monti l'a souligné en 2010, il y a encore beaucoup à faire, notamment en matière de services, d'économie numérique et de marchés publics. Et il est tout à fait possible de le faire dans le cadre d'une démarche équilibrée, intégrant à leur juste place les objectifs sociaux et le respect de l'environnement. Dans son «Acte pour le marché unique», la Commission a estimé qu'un gain de croissance potentielle d'au moins 4% du PIB pouvait être obtenu au cours des 10 prochaines années. Elle a récemment proposé d'accélérer le tempo dans cette perspective: il appartient aux Etats membres et au Parlement européen de relever ce premier défi.

L'UE doit également profiter de l'adoption à venir de son nouveau cadre financier pluriannuel, dès lors que le budget communautaire est d'abord un instrument de solidarité, mais aussi un outil de croissance. Ce budget doit donc davantage contribuer au développement de programmes européens de recherche, mais aussi mieux accompagner l'approfondissement du marché unique, notamment via le financement d'infrastructures d'intérêt commun dans le domaine des transports, de l'énergie et de la communication. Sur ce registre, il est essentiel que les 50 milliards d'euros proposés par la Commission pour la période 2014-2020 soient approuvés en 2012, et qu'ils soient ensuite engagés en partenariat avec des financements privés pour amplifier l'effet de levier du budget de l'UE.

Mais il est tout aussi essentiel que, après avoir décidé d'une utilisation plus souple et anticipée des fonds structurels destinés aux pays en difficulté, l'UE mobilise immédiatement une somme équivalente au service des infrastructures d'intérêt commun, ce geste exceptionnel étant de nature à rééquilibrer l'effet dépressif des mesures d'assainissement financier en cours.

En complément de ces interventions budgétaires, il faut enfin que l'UE, et plus spécifiquement la Banque européenne d'investissement (BEI), s'engage directement dans l'émission d'obligations dédiées au financement de dépenses d'avenir, principalement en matière d'infrastructures et d'environnement. L'émission de ces obligations européennes peut en effet répondre aux énormes besoins d'investissement identifiés en Europe et permettre le développement de telles dépenses, en passe d'être sacrifiées dans maints Etats membres. La BEI est

bien placée pour émettre de telles obligations, et porter ainsi sa capacité de financement annuelle à 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), sur la base d'un renforcement du capital et de garanties apportés par les Etats membres.

Marché intérieur, budget communautaire, obligations européennes: la mobilisation conjointe de ces trois outils est de nature à générer un surcroît d'activité quasi immédiat et d'importants bénéfices en termes de croissance endogène à moyen terme. Ce «paquet pour la croissance» est indispensable pour conjurer les incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne, comme pour renforcer la légitimité de l'UE aux yeux de ses Etats membres et de ses citoyens.